Document generated on 08/09/2024 2:41 a.m.

Recherches sociographiques

Pierre RAJOTTE, *Les mots du pouvoir ou le pouvoir des mots, Essai d'analyse des stratégies discursives ultramontaines au XIXe siècle*

Jules Duchastel

Volume 34, Number 2, 1993

URI: https://id.erudit.org/iderudit/056782ar
DOI: https://doi.org/10.7202/056782ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Duchastel, J. (1993). Review of [Pierre RAJOTTE, *Les mots du pouvoir ou le pouvoir des mots, Essai d'analyse des stratégies discursives ultramontaines au XIXe siècle*]. *Recherches sociographiques, 34*(2), 349–353. https://doi.org/10.7202/056782ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le point de vue adopté offre l'avantage et le désavantage de sa simplicité. Trigger met tout en œuvre pour élucider toutes les ambiguïtés et pour éclairer les points obscurs de l'histoire des relations franco-amérindiennes. Si cette perspective a le mérite de la clarté des positions, de la diversité des gestes et de leurs motivations, ainsi que de la nouveauté des explications, elle comporte cependant beaucoup de « probables », sujets à caution. Du moins, corrige-t-elle de fausses impressions, s'écarte-t-elle des préjugés anciens et sort-elle d'un cadre idéologique dominant mais dépassé, pour proposer une autre version des faits.

La démarche de Trigger repose principalement sur une relecture détaillée des écrits de la période, ainsi que des grandes études ethnographiques postérieures. Il a fait de ces travaux une analyse comparative pénétrante, plus suggestive et plus significative que celle de la cartographie à laquelle il a eu recours à l'occasion. Par contre, il a utilisé de façon fort intelligente les résultats des recherches archéologiques. Dans une étude de type ethnohistorique, on aurait pu également s'attendre à une analyse poussée du discours amérindien souvent reproduit presque textuellement dans les relations des jésuites. L'auteur est conscient de l'importance de la métaphore et du symbole dans une civilisation de l'oral pour le maintien et la vitalité de sa tradition. Il y fait toutefois relativement peu référence et son analyse laisse le lecteur en appétit sur ce plan.

La traduction reprend avec quelques corrections le texte de 1976; c'est heureux. Le ton est généralement empreint d'une grande sobriété, bien que sans ménagement. Plusieurs des études qui aborderont ces questions par la suite seront davantage marquées par des intentions idéologiques revendicatrices. Trigger lui-même n'a pas su y résister en nous invitant, dans sa préface de la traduction, à expier cinq siècles d'injustice. Il tient également à préciser que cette histoire des Hurons n'est pas une histoire du passé, qu'elle est en quelque sorte intégrée dans le présent. Ainsi, il nous laisse un sujet de réflexion majeur sur le rapport des collectivités québécoise et canadienne à leur passé, particulièrement dans leurs relations avec les nations autochtones.

Jacques MATHIEU

Département d'histoire,
Université Laval.

Pierre RAJOTTE, *Les mots du pouvoir ou le pouvoir des mots. Essai d'analyse des stratégies discursives ultramontaines au XIX*e siècle, Montréal, l'Hexagone, 1991, 211 p.

Le titre de l'ouvrage a de quoi séduire le lecteur virtuel puisqu'il évoque l'inlassable dialectique entre l'ordre du discours et celui du pouvoir. Les mots ne manifestent pas seulement le pouvoir, ils sont avant tout pouvoir. On se retrouve d'emblée au cœur de la société moderne et de son espace public. L'essai tentera de montrer comment les mots du pouvoir, dans le contexte de la lutte entre libéralisme et ultramontanisme, entravent l'instauration de cet espace. Voyons-en le projet: « À partir d'un agent d'inculcation et de diffusion du discours idéologique ultramontain, soit les conférences du Cabinet de lecture

paroissial (1857-1867), nous avons tenté de relever les stratégies discursives déployées pour désamorcer le développement d'un libéralisme culturel et la formation d'une opinion publique susceptibles de menacer l'ascendant quasi absolu du clergé sur la société canadienne-française.» (P. 14.)

Sans nier l'intérêt d'une telle analyse, il faut noter néanmoins la faiblesse de l'hypothèse sociohistorique qui supporte toute l'entreprise. L'auteur s'enferme dans une représentation de la société québécoise où la tradition triomphe de la modernité, et se prive ainsi de comprendre la complexité de cette société libérale. D'une part, il s'en tient à une vision du libéralisme idéal, entièrement défini par des valeurs émancipatrices. Cela l'empêche de voir le libéralisme à l'œuvre qui doit, de toutes parts, contenir ce potentiel émancipateur et proposer des modalités de régulation normative à forte teneur conservatrice. D'autre part, sur le plan strictement historiographique, l'auteur confronte les ultramontains et les libéraux radicaux de l'Institut canadien comme s'il s'agissait des seules forces sociales en présence. On méconnaît encore largement la variété des discours sociaux et des positions idéologiques qui se déploient au XIX[e] siècle, mais il est loisible de faire l'hypothèse qu'il en existe plusieurs et que le libéralisme n'est pas l'apanage exclusif des radicaux, d'un côté, et de la bourgeoisie anglophone, de l'autre. La thèse que défend l'auteur l'empêche, selon moi, de situer le discours ultramontain dans son contexte d'énonciation qui est essentiellement libéral au sens moderne, et amène à parler de récupération des valeurs libérales par le discours religieux, plutôt que de la nécessité pour ce discours de se placer dans l'espace de la modernité qui se déploie à tous les niveaux du social.

Le livre s'organise en quatre chapitres présentant d'abord le contexte du discours ultramontain, à travers le schéma classique du «qui dit quoi, à qui, par quels moyens?», puis successivement le discours anti-libéral de l'ultramontanisme, l'ainsi nommée récupération des valeurs libérales dans ce discours et la critique qu'il adresse aux agents du libéralisme. Le but de l'auteur est de comprendre les dessous de l'idéologie ultramontaine à travers les positions des acteurs, leurs enjeux et les stratégies qu'ils déploient pour contrer l'adversaire. Pour définir les enjeux, l'auteur s'en remet à une analyse globale des transformations qui s'amorcent à compter du XVI[e] siècle et se perpétuent jusqu'au XIX[e], soit «la naissance d'un nouveau lieu de pouvoir: l'opinion publique, avec laquelle le pouvoir, monarchique de droit divin ou autre, doit désormais composer». Cette transformation est celle qui caractérise le passage d'une société traditionnelle, fortement appuyée sur l'hégémonie religieuse, à la société moderne, fondée sur un espace de discussion publique. Plus particulièrement, l'auteur rapproche la situation du Québec de celle qui oppose en France ultramontains et mouvement libéral catholique. Au Québec, après la défaite des patriotes et l'acte d'Union de 1840, une nouvelle conjoncture favorise le clergé comme rouage important de la régulation et place les libéraux en position de faiblesse. S'engage alors une féroce bataille entre les libéraux de l'Institut canadien de Montréal et les ultramontains pour l'occupation du champ littéraire. Le rôle des clercs français plus ou moins bannis de France est mis en évidence dans l'importance que prendra ce combat. Il s'agira donc d'une lutte pour le contrôle de l'intelligentsia canadienne-française et le maintien de l'emprise de l'Église catholique sur l'État et la société.

Le discours étudié sera celui des cabinets de lecture paroissiaux dans sa relation avec le discours ou les agissements du libéralisme. L'Institut canadien de Montréal, regroupant les libéraux issus de la tradition démocratique naissante et des événements de 1837, est la première cible de l'ultramontanisme. Afin de restaurer la suprématie absolue de l'Église sur l'État, il est nécessaire de trouver la source du mal, d'en expliquer les raisons et de prescrire

les moyens de l'endiguer. C'est à cela que s'emploiera le discours ultramontain des cabinets de lecture. On s'en prendra à la Révolution qui sous couvert de progrès conduit à la décadence. La Révolution française et les grands philosophes des Lumières seront identifiés comme les grands responsables. Toute une série d'antinomies —Bien / mal, vérité / erreur, lumière / ténèbres, ciel / enfer, ordre / désordre— sont présentées comme trame d'une joute discursive qui se terminera à la faveur de l'Église. Ce combat se fera sur la base d'une mobilisation des consciences individuelles et, en particulier, de la classe intellectuelle pour combattre l'offensive destructrice du libéralisme.

Le chapitre suivant montre de quelle façon le discours ultramontain pervertit les valeurs libérales («les récupère»), les détournant de leur sens original, pour les faire servir la cause de l'hégémonie cléricale. Chacune des valeurs de liberté, de tolérance et de progrès sont redéfinies dans le cadre d'une soumission à l'Église. Ainsi, parlera-t-on de vraie liberté, celle qui oppose la vérité à l'erreur, préfère la sagesse de l'Église à l'orgueil individuel et subordonne la raison à la foi. La prétendue tolérance du libéralisme est démasquée dans sa dureté et sa cruauté et opposée à la véritable tolérance que représente la charité chrétienne. De la même façon, le véritable progrès, mis de l'avant par l'Église, est opposé aux progrès douteux de certaines sciences et à la vanité des savants.

Le quatrième chapitre expose la stratégie ultramontaine contre les agents de diffusion du libéralisme que sont le roman et les journaux. L'hypothèse s'énonce ainsi: «Les ultramontains veulent visiblement faire prendre à la littérature une voie qui soit à l'écart des modes du temps et du danger qui menace l'art chrétien au XIX[e] siècle: l'autonomisation du littéraire à l'égard de la morale et le réalisme bourgeois.» (P. 121.) Il faut donc à tout prix revaloriser une littérature ayant une finalité morale au détriment de tout souci de forme. Le roman est honni en tant qu'il proclame «l'autonomie de l'individu devant la société, des passions et des instincts devant la raison...», qu'il relativise le réel en en proposant une image déformée et qu'il induit des comportements oisifs. La presse est présentée, quant à elle, comme un agent des ennemis de l'Église. Les journaux diffusent une information qui ignore la révélation dont l'Église est dépositaire. Les solutions se trouvent du côté de la censure et du développement d'une littérature nationale toute dévouée à la cause chrétienne.

Cette présentation de l'ouvrage ne rend pas justice, il est vrai, à l'auteur. En effet, l'analyse n'est pas uniquement thématique. Rajotte s'en garde bien et explique avec renfort de détails comment il vise avant tout à rendre compte des stratégies discursives qui auraient permis aux ultramontains d'attaquer l'adversaire, de déformer ses idées et, enfin, de l'abattre définitivement. Ce que je n'ai pas repris, c'est ce fil de l'analyse qui s'appuie sur l'identification de figures rhétoriques ou de procédés argumentatifs qui autorisent tous les glissements nécessaires au renforcement d'une position idéologique hégémonique, celle d'une Église triomphante. Le lecteur pourra éventuellement apprécier ce travail minutieux.

Mais puisque j'aborde ce sujet, il me semble pertinent de relever quelques problèmes de méthode. Le premier concerne le choix du corpus. Il est dit (p. 46) que «nous avons constitué, à partir des 149 conférences prononcées au Cabinet de lecture, un échantillon dont l'importance est loin d'être négligeable dans l'élaboration du système discursif ultramontain». La note qui suit renvoie à la bibliographie où le lecteur doit dénombrer lui-même les textes retenus (56?). Un peu plus loin, l'auteur ajoute que les conférences retenues «ressortissent de près ou de loin à un système stratégique qui opère par l'imposition de polarisation des affects.» (P. 47.) À nous de comprendre que voilà le principe d'échantillonnage. Tout en faisant confiance à l'auteur, on aurait préféré en savoir plus. La

même absence de détails se manifeste pour ce qui concerne la méthode d'analyse. Aristote et Fontanier semblent bien veiller à ne laisser passer ni figures, ni sophismes sans les étiqueter précieusement. Mais on semble s'arrêter ici à une description de procédés qui tous, plus les uns que les autres, subvertissent le discours en idéologie. Il n'y a pas trace d'un cheminement de la démonstration qui s'appuierait sur l'identification systématique d'extraits significatifs, faisant l'objet par la suite d'un traitement standardisé. Des extraits semblent retenus pour leur valeur heuristique et une description plutôt classique en est proposée en fonction des besoins de la démonstration.

Une autre remarque s'impose dans la même veine. Cette fois, il ne s'agit pas tant de méthode, mais de règle d'interprétation. Il faut dire d'abord qu'il aurait été souhaitable d'étudier de manière contrastée le discours ultramontain et celui de l'Institut canadien. Cela aurait eu l'avantage de permettre de mieux saisir en quoi ces discours partagent le même espace discursif. Cela aurait permis également d'éviter le piège de confronter un discours à son envers idéal. En effet, l'auteur a tendance à prendre le discours libéral dans sa dimension unilatéralement émancipatrice. Le discours ultramontain apparaît dès lors comme obstacle au développement spontané d'une «vérité» libérale. Le discours religieux, réactionnaire par nature, détournerait de son cours historique un discours d'émancipation.

L'auteur n'a cependant pas été insensible au problème de l'intertextualité des discours religieux et libéraux. Il a voulu le résoudre à l'aide du concept de récupération. En effet, il revient à plusieurs reprises sur des exemples où l'ultramontanisme développe des stratégies de récupération et de détournement de sens de notions et de valeurs libérales. Il consacre un chapitre entier à ce processus de récupération des valeurs cardinales du libéralisme par l'ultramontanisme. Poser le problème en termes de récupération sous-entend l'hypothèse d'une hégémone du discours religieux sur le discours civil. On pourrait pourtant être conduit à réfléchir, au contraire, à la prédominance de ces catégories libérales sur les catégories du discours religieux, comme signe d'une transformation profonde de l'univers des possibles du discours. Cet univers est essentiellement libéral.

Si l'on pose le problème dans son contexte plus large, il devient évident que les sociétés modernes sont toutes aux prises avec la régulation normative et l'ordre social. Les valeurs émancipatrices de la révolution bourgeoise (liberté, tolérance, progrès, pour reprendre celles qui sont examinées ici) impliquent que l'on pense les moyens de les baliser. L'ultramontanisme n'est qu'une des versions conservatrices de ce balisage. Un examen en profondeur de l'idéologie libérale exigerait que l'on identifie l'ensemble de ses dimensions et de ses diverses formes d'existence. L'auteur n'en retient que l'aspect radical et émancipateur, se privant de comprendre en quoi le discours religieux peut être appelé à combler certaines contradictions qui se font jour dans le discours libéral.

Ce problème me semble prendre naissance dans l'insuffisance d'une réflexion théorique sur l'objet étudié. Le cadre d'analyse s'appuie fortement sur la pensée de Habermas dont les hypothèses, pour intéressantes qu'elles soient, ont été largement tempérées par les historiens. La problématique du livre pose le développement de l'espace public comme le destin naturel des sociétés modernes. Cet espace public est surtout défini comme espace de communication et caractérisé par la présence de valeurs libérales. Toute résistance à l'égard de l'instauration de cet espace est interprétée comme régression vers le traditionalisme. On en revient toujours à l'opposition entre tradition et modernité, comme si les deux s'excluaient absolument. Jean-Paul BERNARD, auteur qu'on retrouve pourtant dans la bibliographie de Rajotte, écrivait en 1973: «En somme au-delà des étiquettes mouvantes et souvent arbitraires, et des simples

tempéraments politiques, il faudrait peut-être mettre de l'avant l'hypothèse générale que l'opposition entre le conservatisme et le libéralisme n'a plus de fondement une fois assuré l'essentiel du triomphe de la société bourgeoise sur la société d'Ancien Régime.» (*Les idéologies québécoises au XIX*e siècle, Montréal, Boréal Express, 1973: 31.)

Là se situe la principale lacune de l'ouvrage. Les conditions sociales et historiques de production du discours ultramontain ne sont pas suffisamment étudiées. Tout est présenté comme si, d'un côté, il y avait le pouvoir anglo-saxon et protestant, donc, par essence, favorable à la libre circulation des idées et, de l'autre, l'élite cléricale qui, à la suite d'un âpre combat contre le libéralisme naissant chez les Canadiens français, réussit à éteindre toute velléité d'émancipation, les deux formant alliance pour le contrôle du Bas-Canada. À un premier niveau, il s'agit d'une représentation simplifiée des forces en présence dans la société de la seconde moitié du XIXe siècle. On peut, au contraire, faire l'hypothèse de la diversité des forces libérales, y compris du côté des Canadiens français. Jean-Paul Bernard, dans l'ouvrage cité, indiquait les lacunes concernant la connaissance des idéologies des diverses forces sociales composant la société d'alors. Cette méconnaissance ne devrait pas permettre une interprétation historiographique qui redessine à l'infini la trame d'une opposition entre libéralisme anglo-saxon et traditionalisme clérical et canadien-français.

À un autre niveau, Rajotte sous-estime les similitudes des combats idéologiques qui se déroulent en Europe, en particulier en France et dans l'Italie naissante. Philippe SYLVAIN, dans l'ouvrage de Jean-Paul Bernard, concluait son article en disant: «L'affrontement idéologique et doctrinal entre libéraux et ultramontains canadiens fut une illustration, à l'échelle locale, du grand drame qui déchira le XIXe siècle: révolution ou contre-révolution.» (P. 148.) Il ne s'agit donc pas d'une opposition entre modernisme libéral et traditionalisme religieux, mais plutôt d'un affrontement, dans l'espace discursif dégagé par la modernité, entre forces sociales qui tentent de résoudre les contradictions suscitées par les valeurs émancipatrices du libéralisme. Toutes les sociétés modernes doivent résoudre le problème de l'ordre social et de la normativité. Dans le contexte du Québec, le clergé a représenté une force importante pour endiguer les effets délétères du libéralisme. Il n'en demeure pas moins que ce sont bien un État libéral et une économie libérale qui se mettent en place depuis 1848 et mobilisent des fractions importantes de la société canadienne-française. Conclure, comme le fait Rajotte, que le discours ultramontain «a favorisé une tradition passéiste, un regard vers l'arrière qui, un peu comme la femme de Loth, a maintenu la société québécoise dans une forme d'immobilisme pendant près d'un siècle» (p. 170-171), va bien au-delà de ce que lui permettait son analyse. Cela me semble s'expliquer du fait qu'il ne retient du discours libéral que sa dimension émancipatrice, ignorant, de ce fait, sa composante autoritaire et conservatrice. Un examen des discours adverses aurait permis de voir qu'autant le discours clérical que les discours libéralistes se développent dans un même espace libéral.

Jules DUCHASTEL

Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.